



Rôles des OSC dans la cohérence

Introduction 2

À quoi ressemble l'intégration ? 2

Rôles des OSC dans l'intégration 3

Intégration locale : Les rôles des OSC à chaque étape du cycle de planification 3

Planification 3

Mise en œuvre 5

Apprentissage 6

Au-delà du local : Comment les OSC contribuent-elles à l'intégration et à la cohérence à d'autres échelles géographiques ? 8

Administration locale 8

Gouvernement national et infranational 10

Cadres internationaux 12

Effets des contextes nationaux sur le rôle des OSC dans la RRC intégrée 13

Les opportunités et défis concernant la cohérence aux Philippines et au Mexique 13

Conclusion 15

Références des sources 16

Introduction

L'objectif de ce document est de discuter des rôles des organisations de la société civile (OSC) en matière de cohérence, en relation avec les cycles de planification et aux différentes échelles géographiques sur lesquelles elles exercent une influence. Le document s'appuie sur plus de 70 études de cas de recherches documentaires, présentées par des organisations membres de GNDR et sur des documents de terrain rassemblés aux Philippines et au Mexique.

Voici un rappel de la façon dont la cohérence est définie aux fins de la présente enquête :

La Cohérence est «Une approche, des processus et des actions visant à intégrer la mise en œuvre du Programme de développement durable, du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, de l'Accord de Paris et du Nouvel agenda pour les villes, afin d'accroître l'efficacité, l'efficacité et la réalisation tant des objectifs communs que des objectifs spécifiques à chaque *action*.ⁱ»

Pendant que le terme "*cohérence*" est utilisé pour désigner la liaison et l'intégration des cadres et des politiques au niveau institutionnel, le terme "*intégration*" lui, est beaucoup plus couramment utilisé pour les activités de mise en œuvre au niveau local. On entend par là une localité urbaine telle qu'une municipalité ou une zone rurale telle qu'un village ou une ville ; la signification précise du terme "*local*" est spécifique au contexte. En outre, la majorité de nos contributeurs ont leurs racines dans la RRC (réduction des risques de catastrophe), c'est pourquoi le terme "*RRC intégrée*" sera utilisé pour décrire leurs activités au niveau local.

À quoi ressemble l'intégration ?

Comparez deux études de cas soumises dans le cadre de cette enquête.

1. La première, pour Java Ouest, en Indonésie,ⁱⁱ se concentre sur les défis auxquels sont confrontées les 25 millions de personnes qui vivent dans la région du bassin du fleuve Citarum. L'étude de cas montre que le développement et la construction dans la région ont augmenté la prévalence des inondations affectant les habitants. L'étude de cas décrit la mise en place d'un système communautaire d'alerte précoce et les efforts déployés pour l'intégrer dans les systèmes officiels d'alerte précoce. En tant qu'activité de préparation en réponse à la menace d'inondation, il s'agit clairement d'une activité précieuse.

2. La seconde, pour Tillabéri, au Nigerⁱⁱⁱ, décrit le problème des inondations dans la ville causées en partie par le ruissellement de la colline de Féri-Féri, en périphérie de la cité, qui avait été déboisée en raison du besoin en bois de chauffage. Dans ce cas, la réponse a été de s'attaquer au problème par le biais d'une collaboration entre la communauté, le gouvernement local et les ONG pour l'obtention des droits fonciers sur la zone, le reboisement, la plantation d'autres végétations et des travaux anti-érosion. En conséquence, les inondations ont été réduites, des moyens de subsistance ont été créés pour l'élevage et la collecte durable de bois de chauffage, et l'environnement a été restauré.

Le premier cas représente une activité de RRC ciblée, impliquant un éventail d'intervenants. Le second représente un programme *intégré* qui a réduit les risques d'inondation en s'attaquant à ses causes, tout en apportant des avantages en termes de moyens d'existence et d'écologie. Ces cas illustrent une distinction entre RRC et RRC *intégrée*.

Rôles des OSC dans l'intégration

Les OSC participent à l'intégration aux trois étapes du cycle de planification :

1. **Planification**, *incluant l'évaluation*
2. **Mise en œuvre**, *incluant le financement et le renforcement des capacités*
3. **Apprentissage**, *incluant la surveillance et l'établissement de rapports*

Il s'agit d'un processus cyclique, car les enseignements tirés d'un cycle de planification et de mise en œuvre se répercutent sur d'autres cycles. Ceci est illustré ci-dessous :



Figure 1. Cycle de planification

Intégration locale : Les rôles des OSC à chaque étape du cycle de planification

L'intégration dépend de la prise en compte de chaque étape du cycle de planification d'une manière qui combine la RRC, l'adaptation au changement climatique (ACC) et les considérations du développement durable. La présente section examine les moyens d'y parvenir, à partir d'exemples d'études de cas:

Planification

Une planification efficace des actions qui seront intégrées d'une manière localement pertinente dépend de la collecte de connaissances contextuelles, de l'établissement de liens entre les différents facteurs de risques et de l'éventail d'acteurs qui influent sur ces derniers.

La communauté Jokulu de l'État de Kwara, au Nigeria^{iv}, a été frappée par une inondation massive en 2012. Cependant, l'État s'est concentré sur la réponse plutôt que sur le

renforcement de la résilience à long terme, de sorte qu'une OSC locale a réuni des groupes de femmes et de jeunes de la communauté pour apprendre des évaluations d'alerte précoce et élaborer des plans intégrés pour une agriculture durable sensible au climat afin d'améliorer les moyens d'existence.

La planification devrait également permettre d'accéder à l'information technique à partir de sources éloignées et tenir compte des contraintes socioculturelles et politiques. Les OSC jouent souvent un rôle particulier en facilitant les consultations communautaires et en jetant des ponts entre les acteurs locaux.

Dans le district de Camara, à Bujumbura, au Burundi ^v, l'activité locale crée souvent des risques par des constructions non planifiées et par l'extraction de sable et de cailloux pour la construction, qui dégradent l'environnement et augmentent les risques d'inondation. Les populations locales ont tendance à être fatalistes face aux catastrophes qui s'ensuivent. Une plate-forme a été créée par l'intermédiaire de l'OSC locale, réunissant des organisations de jeunes et de femmes et le gouvernement local. Le groupe a planifié des activités d'éducation et de sensibilisation en plus de la recherche de sources de financement et de la planification du reboisement et de la gestion des cours d'eau, intégrant des activités de prévention des catastrophes et d'amélioration environnementale.

Les districts tribaux éloignés de Mohmand et de Bajaur au Pakistan ^{vi}, limitrophes de l'Afghanistan (anciennement connus sous le nom de " zones tribales sous l'administration fédérale ") sont confrontés à une combinaison d'instabilité due au conflit qui entraîne des déplacements internes et d'autres risques, notamment des crues soudaines, des tremblements de terre, des sécheresses et des glissements de terrain. Après le retour des populations déplacées, un programme intégré de RRC et de moyens de subsistance a été facilité par une organisation nationale de la société civile qui a développé un partenariat entre le gouvernement, l'ONG nationale et le forum ONGI sur la RRC, et les agences de soutien dont le PAM et la DDC suisse. Les activités de planification ont permis d'établir de nouveaux partenariats avec les gouvernements locaux et les OSC locales pour concevoir un programme intégré de résilience communautaire, combinant infrastructure, gestion des bassins versants, développement agricole, moyens de subsistance et préparation aux catastrophes.

Les OSC engagées dans la planification sont parfois confrontées à des défis liés au manque d'appréciation des avantages de la RRC intégrée par rapport à l'accent mis sur la préparation et l'intervention. Ils se heurtent parfois à une résistance à la prise en compte des besoins des plus vulnérables et à la prise en compte de la création de risques par le développement urbain, par exemple.

Aux Philippines, par exemple, les bureaux de réduction des risques de catastrophe dans les villes mettent parfois l'accent sur la préparation et l'intervention en cas de catastrophes de grande ampleur, en particulier les catastrophes de grande ampleur, avec des investissements considérables dans l'infrastructure et la technologie après les récentes expériences de catastrophes dommageables.^{vii} Cependant, dans certains cas, ils ont un engagement limité avec les communautés et le gouvernement local (" barangay ") et, par conséquent, les investissements dans la RRC intégrée sont limités. Les populations vulnérables, le long des berges par exemple, font souvent l'objet de délocalisations en dehors des villes. Une plus grande collaboration avec les OSC peut conduire à l'adoption d'une réduction intégrée des risques climatiques et des risques de catastrophe.



Rôles des OSC dans la planification intégrée de la RRC : résumé

- Recueillir des informations locales et contextuelles
- Organiser des consultations participatives de collecte d'informations avec les acteurs locaux
- Accéder aux informations techniques et à distance
- Plaider en faveur d'une RRC intégrée
- Suggérer des actions pour réduire la vulnérabilité

Mise en œuvre

Les OSC qui travaillent à la *mise en œuvre* de la RRC intégrée soutiennent souvent la formation des acteurs des collectivités locales et des unités administratives locales (UGL). Ils jouent également un rôle dans l'identification des sources de financement auprès des institutions, des trusts, des fonds, des ONGI, etc. En outre, elles sont bien placées pour soutenir la mobilisation communautaire, l'établissement et la coordination de partenariats multipartites.

Dans les comtés de Kitui et de Makueni, au Kenya, un programme facilité par l'Anglican Development Services Eastern (ADSE) a mis en place une structure pour soutenir des projets au niveau local afin d'améliorer la résilience au changement climatique. Cela a permis d'allouer 1% du budget des comtés pour l'adaptation au changement climatique, ainsi que des fonds d'amorçage du ministère britannique du développement international (DfID) et de l'ambassade de Suède à des projets locaux, tels qu'un barrage en terre qui a permis une plus grande productivité agricole. Les ressources représentaient encore un défi et, sur 100 projets présentés, seuls 27 pouvaient être financés ^{viii}.

À Tshange, près des chutes Victoria, au Zimbabwe^x, une OSC locale a réuni deux structures en réseau reliant des groupes d'entraide dirigés par des femmes et des groupes de fonds de résilience communautaire dans une plate-forme locale qui génère et partage à la fois le financement et l'expertise. Les groupes sectoriels ont bénéficié d'une formation, qui s'est également étendue aux participants des administrations locales, pour promouvoir la génération de ressources locales, la cartographie participative des risques, l'amélioration de l'accès à l'eau et la promotion de la production alimentaire en utilisant des méthodes sensibles au climat pour renforcer la résistance locale. Les programmes bénéficient d'un certain soutien de l'ASDI. Les réseaux au niveau local, liés aux regroupements au niveau des clusters et des fédérations, permettent une action intégrée pour renforcer la résilience locale.

Les habitants de Vunidogoloa, aux Fidji ^x, ont dû faire face à de graves difficultés en raison de l'élévation du niveau de la mer due au changement climatique. Après l'échec des tentatives d'adaptation, les autorités locales et nationales ont coordonné un programme visant à réinstaller l'ensemble de la communauté dans une zone moins vulnérable, à Kenani. Le programme, facilité par une ONGI, comprenait la construction de logements convenables et le rétablissement de l'agriculture et d'autres activités de subsistance. La réinstallation est souvent

imposé aux communautés, mais dans ce cas, le processus a été participatif, intégré et adapté aux besoins des villageois.

Dans la mise en œuvre de la RRC intégrée, les OSC font face à des défis en raison de leur propre manque de capacités, de leurs capacités communautaires limitées, de leur passivité et de leur fatalisme. Elles peuvent aussi avoir des difficultés à accéder aux ressources nécessaires et se heurter à des obstacles pour assurer la viabilité de leurs projets en raison du financement limité dans le temps. La bureaucratie et les contraintes de plans et exigences externes peuvent également influencer sur la mise en œuvre, tandis que des cycles électoraux courts peuvent perturber la mise en œuvre par des changements de personnel et de politiques au niveau des administrations locales.

Dans le projet de renforcement de la résilience au Pakistan mentionné ci-dessus, l'absence de structures institutionnelles au niveau local a créé un obstacle au progrès, partiellement atténué par la création de groupes de travail sur la résilience.

Un programme de travail à Cadix, aux Philippines^{xi}, est confronté au défi du changement politique à court terme. Avec l'élection d'un nouveau maire, il n'est pas certain que les relations positives qui sous-tendent le programme se poursuivront, et que les structures nationales de gestion de la RRC changent et pourraient à leur tour modifier la législation et les plans actuels, ce qui affecterait le plan de Cadix et pourrait réduire l'importance accordée actuellement à la participation des OSC.

Les groupes du Zimbabwe font face aux défis créés par la pauvreté. En particulier, les femmes luttent pour consacrer du temps aux groupes et à des questions de base comme l'achat de semences résistantes à la sécheresse.

Rôles des OSC dans la mise en œuvre intégrée de la RRC : résumé

- Formation
- Mobilisation
- Accès aux ressources
- Création de partenariats
- Coordination

Apprentissage

Comme la planification se poursuit tout au long des cycles itératifs, l'apprentissage est essentiel à l'amélioration de la planification et de la mise en œuvre. Cela comprend le suivi au niveau local, les consultations communautaires, la production de rapports, la réflexion et l'apprentissage pour alimenter le prochain cycle de planification. L'apprentissage s'engagera avec le gouvernement local et d'autres acteurs, et pourra conduire à l'apprentissage et à un plaidoyer par les pairs. La phase d'apprentissage est une phase au cours de laquelle les résultats des avantages de l'action constituent la base de la promotion d'un engagement accru dans les cycles à venir de planification et d'action.



L'apprentissage efficace comporte plusieurs défis : Les OSC ont tendance à être des activistes plutôt que des organisations apprenantes. Il y a souvent un manque d'ouverture au niveau des collectivités territoriales, et autres niveaux, pour ce qui est de l'apprentissage et de l'établissement de rapports au niveau local. Les besoins de financement des projets mettent l'accent sur les réussites plutôt que sur les leçons à tirer des défis et des échecs.

Dans la communauté rurale de Madina, dans la région sahélienne du Niger, près de Niamey^{xii}, la sécheresse, les mauvaises récoltes, la pauvreté et la malnutrition sont des problèmes croissants. Les systèmes communautaires d'alerte précoce (SACP) et les groupes de RRC gérés par les communautés (GRCBC) ont utilisé les informations recueillies pour passer d'un mode de réponse à l'apprentissage à partir des données recueillies afin d'identifier des actions intégrées pour réduire la vulnérabilité et renforcer les moyens de subsistance. Ces mesures comprenaient la production de semences tolérantes à la sécheresse, la formation des agriculteurs à l'agriculture de conservation, la lutte contre les inondations et l'érosion des sols et la gestion des routes pour améliorer et maintenir l'accès aux marchés et autres services.

Au Cameroun, la communauté côtière de Turbe^{xiii} subit les effets des changements climatiques qui affectent les inondations, les incursions d'eau salée et la diminution des stocks de poissons. Une OSC locale a aidé la communauté à s'engager dans des cycles de réflexion et d'action menant à une approche intégrée du risque et de la résilience. Ils ont travaillé à la plantation de cocotiers pour réduire l'érosion côtière et ont créé une nouvelle école, mais ils sont toujours confrontés à d'autres défis tels que l'accès à l'eau douce.

Les OSC peuvent également partager plus largement les enseignements tirés des actions locales pour soutenir l'intensification de la RRC intégrée et le plaidoyer en faveur du soutien à d'autres niveaux, comme dans les exemples ci-dessous.

Le programme de renforcement de la résilience au Zimbabwe a renforcé l'apprentissage entre pairs au niveau local par le biais de réseaux locaux et, grâce à des liens avec le gouvernement local et la Commission Huiarou, la communauté est en mesure de partager l'apprentissage aux niveaux national et international.

Au Pérou, des groupes de pilotage de la gestion des risques et de l'adaptation au changement climatique (GRIDES)^{xiv}, actifs dans 12 régions du pays, ont promu l'apprentissage horizontal entre les organisations actives dans la RRC, les ACC, le développement durable et le développement urbain. L'apprentissage partagé leur a permis de promouvoir la résilience au niveau local grâce à des activités de formation.

Il est important de tirer des leçons des défis et des échecs pour améliorer la planification et la mise en œuvre.

Le programme de réinstallation aux Fidji est le résultat d'un cycle de planification antérieur fondé sur l'adaptation in situ, qui s'est avéré infructueux, soulignant que l'apprentissage peut provenir d'un échec, et pas seulement de succès, et démontrant la nécessité de cycles itératifs d'apprentissage et d'action basés sur une analyse honnête et ouverte.

Si des acteurs tels que les UGL ne sont pas réceptifs à l'apprentissage, cela limite la capacité d'améliorer la planification et la mise en œuvre.

Le programme intégré de RRC et de moyens d'existence dans les districts tribaux de Mohmand et de Bajaur, au Pakistan, a constaté que l'établissement de rapports au niveau

local n'était pas envisagé à d'autres niveaux de gouvernement, ce qui limite les enseignements tirés de cette action.

La faiblesse des liens entre les UGL et les communautés de Quezon City et de Maraki City, à Manille, contribue à ce que l'accent reste mis sur la réponse plutôt que sur la RRC intégrée et localement pertinente.

Rôle des OSC dans l'apprentissage intégré de la RRC : résumé

- Suivi
- Consultations communautaires pour examiner les mesures prises
- Établissement de rapports
- Renforcer la participation de tous les acteurs locaux concernés
- Apprentissage entre pairs
- Plaidoyer

Au-delà du local : Comment les OSC contribuent-elles à l'intégration et à la cohérence à d'autres échelles géographiques ?

Alors que les OSC travaillent principalement au niveau local, elles peuvent avoir une influence à d'autres niveaux. Dans cette étude, nous concentrons sur quatre niveaux. Le niveau local a déjà été évoqué plus haut. D'autres niveaux le sont :

Administration locale : Le niveau de gouvernement s'engage directement avec les communautés locales (bien que l'organisation gouvernementale varie selon les localités).

Gouvernement national et infranational : Les niveaux auxquels la législation, les politiques et les budgets sont établis et gérés. Celles-ci varient d'un pays à l'autre ; dans certains cas, il peut y avoir un gouvernement national unitaire, dans d'autres, il y a des paliers de gouvernement fédéral, étatique et provincial.

International: Des institutions telles que les agences des Nations Unies, les banques régionales et mondiales de développement, les groupements gouvernementaux régionaux, les donateurs bilatéraux et les ONGI établissent des cadres, promeuvent des programmes et fournissent des financements.

Dans cette section, nous examinons les possibilités et les défis auxquels font face les OSC pour soutenir l'intégration locale et la cohérence institutionnelle à ces niveaux géographiques.

Administration locale

Les UGL sont souvent confrontées à un grand nombre de plans et de rapports émanant d'en haut, alors qu'elles ont souvent des relations et une compréhension faibles des communautés locales et des acteurs de la société civile. Ils ont tendance à mettre l'accent sur la préparation

et l'intervention et donnent souvent la priorité aux classes moyennes et aux entreprises plutôt qu'aux groupes vulnérables en raison des pressions exercées par les exigences descendantes décrites ci-dessus qui contrastent avec la représentation locale limitée. Il peut y avoir des soupçons entre les OSC et les UGL. Ces facteurs se traduisent par un manque de suivi ou d'apprentissage au niveau local. Les OSC peuvent relever ces défis en forgeant des relations positives et en développant la compréhension des structures et des processus du gouvernement local. Ils peuvent apporter une contribution utile à l'action tout en évitant de devenir des agents de prestation de services cooptés. Ils peuvent également fournir une expertise et une formation précieuses.

Lorsque les OSC sont en mesure de collaborer avec les fonctionnaires et les structures gouvernementales, elles peuvent faciliter la mise en œuvre efficace de la RRC intégrée.

Au Kenya, un programme d'adaptation au changement climatique et de résilience (voir ci-dessus) a permis, grâce au travail de l'OSC ADSE avec les gouvernements des comtés, d'établir des cadres et structures juridiques de soutien.

La ville côtière de Seberang Perai, en Malaisie^{xv}, est exposée aux effets de l'élévation du niveau de la mer résultant du changement climatique. Elle a élaboré un plan intégré ambitieux comprenant une analyse des risques à l'échelle de la ville qui débouche sur un programme de durabilité et de résilience parallèlement aux efforts humanitaires et d'intervention. Les OSC participent à l'élaboration et à la mise en œuvre de ce plan en tant que parties prenantes.

La ville de Cadix, aux Philippines^{xvi}, a été stimulée par l'impact du typhon Haiyan, qui l'a incitée à élaborer un plan quinquennal intégré de RRC et d'ACC pour renforcer son engagement en faveur du développement durable et de la réduction de la pauvreté. Ce travail a été facilité par l'ONGI Tearfund, qui a permis la création d'un groupe de travail technique réunissant les différents services gouvernementaux qui n'avaient pas collaboré auparavant. La liaison entre les services de planification, de l'intérieur et de l'administration locale, de la protection sociale et du développement, le bureau de santé de la ville, l'électricité, l'eau et le bureau de l'ingénieur municipal a permis d'établir un programme intégré dans la ville.

Dans la ville de Cebu, des relations positives entre les acteurs locaux et un responsable provincial de la RRC (reflétant en partie l'expérience du responsable dans une organisation de la société civile) ont conduit à soutenir un programme local de RRC et de développement intégré dans le barangay de Jagobiao^{xvii}.

Cependant, l'environnement politique et réglementaire crée parfois des défis pour la participation des OSC.

Aux Philippines, les autorités municipales sont tenues par la loi d'inclure 40% de représentation des organisations de la société civile dans les conseils de développement^{xviii}. Cependant, souvent, ce niveau de représentation n'est pas atteint. Cela s'explique en partie par le fait que les OSC et les UGL font état de difficultés dans les relations entre ces acteurs et le niveau très local du gouvernement, les " barangays " ^{xix}. Les UGL ont tendance à considérer les OSC comme des " militants " et le gouvernement barangay comme des " politiciens " ^{xx}; elles peuvent restreindre leur participation, au lieu d'en appeler directement aux communautés, ou ne sélectionner que les OSC qu'elles considèrent comme acceptables et favorables^{xxi}.

Les UGL font face à leur tour à des défis résultant de pressions législatives et bureaucratiques.



Aux Philippines, les UGL ont du mal à gérer plus de 30 plans distincts au niveau local, étant poussées dans certains cas à simplement " copier-coller " les plans pour satisfaire aux exigences légales, et à se concentrer sur le " respect " des objectifs détaillés plutôt que sur le développement stratégique et durable^{xxii}.

La Croix-Rouge du Mexique a maintenu des sources de revenus pour le travail au niveau local, mais trouve difficiles les relations avec les UGL en raison des facteurs susmentionnés. Les relations sont plus fortes dans les zones communautaires autochtones car il y a une demande sociale plus forte et plus cohérente de la part de la communauté, ce qui conduit à des UGL plus réactives et plus de possibilités de collaboration^{xxiii}.

Les OSC peuvent être confrontées à des facteurs limitants lorsqu'elles s'engagent auprès des UGL en raison de l'environnement économique et politique auquel elles sont confrontées.

Au Mexique, les OSC sont confrontées au défi de la réduction progressive du financement extérieur. Les ONGI ont laissé et transmis l'identité de la marque aux organisations locales mais, en conséquence, ce flux de revenus a été perdu^{xxiv}. Le manque de ressources affaiblit les relations entre les OSC et conduit à la concurrence^{xxv} entre elles.

Au Mexique, les OSC sont également confrontées aux défis d'une structure juridique complexe de droit général, fédéral et étatique, et d'une UGL axée sur la protection civile et la réponse aux catastrophes plutôt que sur la RRC^{xxvi} intégrée.

Rôle des OSC dans l'engagement des UGL en faveur de la RRC intégrée : résumé

- Développer des relations positives avec les UGL
- Promouvoir l'apprentissage au niveau local
- Démontrer des contributions utiles à l'élaboration d'une RRC intégrée
- Fournir une expertise
- Offrir de la formation
- Apprentissage entre pairs
- Plaidoyer

Gouvernement national et infranational

Au-delà du niveau local, cette enquête a trouvé très peu de preuves de l'engagement des OSC auprès des niveaux de politique de gouvernement - national, fédéral, étatique et provincial. Les OSC n'ont qu'une capacité limitée de collaborer avec le gouvernement national ou infranational ou de l'influencer. Ce niveau de gouvernement, les différents organismes tels que la protection civile, l'armée, l'environnement et la santé ont souvent des responsabilités qui se chevauchent. La compréhension des cadres internationaux au niveau national peut être limitée. Les OSC peuvent s'engager par le biais de réseaux nationaux, ce qui crée une influence et un engagement qui ne sont pas possibles individuellement.

Dans certains cas, des OSC individuelles et des réseaux d'OSC ont été en mesure d'influencer les politiques nationales et les allocations budgétaires.

L'OSC travaillant avec la communauté Jokulu au Nigeria a exercé une influence par le biais de son travail local pour établir un plan d'urgence structuré dans l'État de Kwara, ce qui a eu des répercussions sur les budgets de l'État.

Les groupes GRIDES au Pérou ont travaillé au niveau régional pour promouvoir l'intégration et la décentralisation de la RRC et des ACC, devenant dans certains cas des groupes consultatifs auprès des gouvernements régionaux. Ils se sont servis du programme *Views from the Frontline* (Vues du Frontline) pour formuler des politiques et des plans au niveau communautaire. Au niveau national, ils ont influencé la législation pour la création d'un système, d'une politique et d'un plan nationaux de gestion des risques de catastrophe, la législation et la politique relatives aux changements climatiques, le Plan de reconstruction avec changements après les inondations et la formulation de recommandations pour une plus grande participation locale.

Aux Philippines, DRRNetPhils est un exemple de réseau qui crée des possibilités d'influence qui ne seraient pas possibles pour les OSC individuelles^{xxvii}. Par exemple, le réseau a joué un rôle dans l'établissement d'une nouvelle législation sur la RRC avec des éléments de financement local.

D'autres cas illustrent les difficultés qu'il y a à collaborer avec les gouvernements pour influencer les politiques et les lois.

Le programme de renforcement de la résilience au Zimbabwe constate que l'un des défis consiste à se faire entendre des décideurs aux niveaux local et national afin d'influencer les politiques et la budgétisation.

L'OSC au Burundi constate, à l'instar de nombreuses autres organisations, que le gouvernement local se concentre sur la réponse aux catastrophes et montre peu d'intérêt pour les activités de renforcement de la résilience. Elle souligne également l'absence de tout système de collecte de données sur les risques et les catastrophes aux niveaux local et national.

Au Mexique, une diminution des ressources et de la présence des ONGI - reflétant un déplacement de l'attention vers d'autres régions au motif qu'elles connaissent des niveaux plus élevés de pauvreté - a entraîné l'effondrement des réseaux d'OSC qui ont pu s'engager avec le gouvernement. Il y a également eu une réduction de la collaboration entre les OSC avides de ressources, ce qui limite davantage la capacité de la société civile à jouer un rôle pour influencer la cohérence et l'intégration^{xxviii}.

Rôles des OSC dans l'engagement avec les gouvernements nationaux et infranationaux pour une RRC intégrée : résumé

- La capacité des OSC à influencer les gouvernements nationaux et infranationaux semble très limitée



- Les OSC peuvent jouer le rôle de " bâtisseurs de ponts " entre les organismes gouvernementaux qui sont souvent " cloisonnés " avec différents ministères ayant des responsabilités qui se chevauchent
- Les OSC peuvent s'engager, par le biais de réseaux, par exemple, dans la promotion d'une plus grande sensibilisation aux cadres internationaux auprès des organismes gouvernementaux qui ont parfois une compréhension limitée de ces cadres
- Les OSC peuvent exercer une plus grande influence aux niveaux national et infranational en formant des réseaux nationaux

Cadres internationaux

Les cadres internationaux concernant la RRC, ACC, le développement durable et le Nouvel Agenda urbain dépendent de l'engagement national et de la mise en œuvre locale. Les rapports Vues du Frontline (VdF), de GNDR examinant les progrès réalisés dans le cadre de la RRC, ont montré à maintes reprises l'existence d'un écart entre ces cadres mondiaux et la mise en œuvre locale^{xxix}. Les études de cas et les travaux sur le terrain révèlent très peu de preuves de l'existence de tels liens. Les réseaux internationaux, les ONGI et les organismes bilatéraux sympathiques jouent un rôle dans l'établissement de liens entre les cadres internationaux et la mise en œuvre locale, ainsi que dans l'établissement de rapports et la sensibilisation.

Dans certains cas, des gouvernements éclairés et des institutions non gouvernementales peuvent promouvoir des liens plus efficaces.

Le plan quadriennal de Seberang Perai pour la réduction des risques, l'adaptation aux changements climatiques et le développement durable est intégré aux objectifs mondiaux de réduction des catastrophes, d'adaptation aux changements climatiques et de développement durable dans le contexte urbain.

Au Mexique, des institutions telles que la Fondation Rockefeller, le PNUD et GIZ encouragent des actions intégrées et axées sur la résilience^{xxx}.

Dans d'autres cas, il existe des obstacles à l'établissement de liens efficaces entre les cadres internationaux et les politiques nationales et la mise en œuvre locale.

Le programme intégré de renforcement de la résilience au Pakistan mentionné plus haut se heurte au problème de l'absence d'un système officiel permettant de suivre les progrès accomplis et de les relier aux cadres internationaux.

Bien qu'aux Philippines, le Plan national de développement tienne compte des cadres et engagements mondiaux ainsi que des mandats découlant des lois et des réalités et défis sur le terrain^{xxxi}, le réseau philippin de RRC estime qu'il existe un fossé croissant entre ces plans et les cadres internationaux^{xxxii}.

L'engagement avec l'ACC constitue un défi particulier, car les organismes et les organisations qui s'en préoccupent ont tendance à être techniques, scientifiques et à ne pas avoir une orientation nationale et locale. Par exemple, l'organisation ACC Aksyon Klima aux Philippines n'a reconnu que récemment qu'elle devait passer d'une approche internationale à une approche nationale^{xxxiii}.

Rôle des OSC dans la participation aux cadres internationaux pour une RRC intégrée : résumé

- Les réseaux, les ONGI, les fondations, etc. peuvent exercer une influence sur le renforcement des liens entre les cadres internationaux et les politiques nationales

Effets des contextes nationaux sur le rôle des OSC dans la RRC intégrée

Les études de cas montrent que les contextes nationaux sont très divers, ce qui influe sur les possibilités qu'ont les OSC de renforcer l'intégration et la cohérence, ainsi que sur les défis auxquels elles sont confrontées. Les travaux sur le terrain menés dans deux pays, le Mexique et les Philippines, ont révélé des contrastes dans les possibilités qu'ont les OSC de jouer un rôle dans le renforcement de l'intégration et de la cohérence, mais aussi certaines similitudes dans les défis à relever. Il récapitule les questions contextuelles liées à l'existence d'un *environnement propice* au renforcement d'une action cohérente, à l'état du secteur de la société civile en tant que force de changement, à l'accès *aux ressources* nécessaires, à la capacité de traduire la politique dans la pratique, *au degré de collaboration* nécessaire pour permettre la cohérence verticale et à l'engagement sous-jacent à l'objectif des ODD de « *n'oublier personne* ».

Les opportunités et défis concernant la cohérence aux Philippines et au Mexique

Caractéristique de cohérence	Philippines		Mexique	
	Difficultés	Opportunités	Difficultés	Opportunités
<i>Environnement favorable</i>	Complexité des structures internes de planification et des structures gouvernementales	Principes de RRC et d'ACC enchâssés dans la législation	Institutionnalisation limitée et fragmentée de la RRC et de l'ACC (droit général, droit fédéral et droit national distincts)	Engagement du nouveau gouvernement à l'égard des cadres internationaux
<i>Un secteur des OSC fort</i>	Faiblesse des relations entre les OSC et les UAL	Secteur et réseaux d'OSC bien développés	Secteur des OSC en recul et sous-financé	Transition gouvernementale et partenariats avec le secteur privé



<i>Appui en matière de ressources</i>	Les UGL disposent de budgets limités pour la mise en œuvre intégrée des RRC/ACC/DD	Accès au financement international et au financement des ONGI	Budgets gouvernementaux limités et secteur des OSC sous-financé	Processus « zéro budget » de réaffectation des fonds dans le cadre de la transition gouvernementale
<i>Traduire la politique dans la pratique</i>	La mise en œuvre est axée sur l'intervention	L'exposition à des catastrophes fréquentes et intenses incite à l'action	Accent sur la protection civile plutôt que sur la résilience	Le nouveau gouvernement est ouvert à de nouvelles idées : peut-être séparer la protection civile de la RRC, ACC et DD
<i>Collaboration à l'échelle mondiale</i>	La quantité de plans et d'objectifs nationaux et locaux conduit à mettre l'accent sur la conformité plutôt que sur la cohérence	Les OSC négocient la collaboration entre les acteurs à l'échelle locale, municipale, provinciale et nationale	Confiance limitée dans le gouvernement à l'échelle locale et nationale, et engagement limité dans les cadres internationaux	Contribution des acteurs académiques et de la recherche, influence et professionnalisation des agents de l'État
<i>Ne laisser personne derrière</i>	La planification et l'action municipales s'occupent parfois des populations vulnérables en les réinstallant	Préoccupations du public au sujet de la pauvreté	Vulnérabilité non seulement des classes pauvres, mais aussi des classes moyennes, en raison de la corruption, de la criminalité et de la violence	Intérêt du ministère des Affaires étrangères à poursuivre les ODD

Le tableau donne à penser qu'aux Philippines, des progrès considérables ont été accomplis dans l'élaboration d'une politique et d'une législation en faveur de la RRC et d'une certaine cohérence avec l'ACC et les ODD. La société civile est bien établie et active. Toutefois, la mise en pratique des politiques se heurte à des difficultés liées aux structures de planification et d'établissement de rapports qui poussent les UGL vers la conformité plutôt que vers la cohérence et qui sont entravées par les mauvaises relations entre les UGL, les OSC et les communautés. Les difficultés mises en lumière par le travail de terrain au Mexique sont, d'une certaine manière, plus profondes car les politiques et la législation sont plus limitées et fragmentées dans la structure complexe du droit général, fédéral et national. La contribution

des OSC est limitée car le secteur est faible. Les changements politiques récents peuvent conduire à des progrès, selon l'influence que les milieux universitaires, la société civile et les cadres internationaux ont sur l'élaboration des politiques.

Conclusion

Le présent document de travail s'appuie sur des études de cas et des visites sur le terrain pour identifier les rôles, les possibilités et les défis des OSC à chaque étape du cycle de planification et à différentes échelles de gouvernance, du local au mondial. On y trouve de nombreux exemples de progrès en matière d'intégration au niveau local et quelques exemples d'engagement avec les UGL. On y constate que le rôle des OSC à ces niveaux est remis en question et qu'il y a peu de preuves d'un engagement national et international en faveur d'une plus grande cohérence.



Références des sources

- ⁱ Adapté de G. Pearn, « Notes d'orientation : Concepts et pratiques de cohérence ». Rédaction, novembre 2018. GIZ
- ⁱⁱ Étude de cas 34: Indonésie, atténuation communautaire des inondations
- ⁱⁱⁱ Étude de cas 33: Niger, Replantation pour la lutte contre l'érosion et les inondations
- ^{iv} Étude de cas 50 : Les femmes et les jeunes Nigériens dans la RRC
- ^v Étude de cas 31: Développement communautaire intégré au Burundi
- ^{vi} Étude de cas 12: Renforcement de la résilience rurale au Pakistan
- ^{vii} des entrevues avec des officiers de LGU, CDP et DRRNetPhils, Manille, et KAABAG, Cebu City
- ^{viii} Étude de cas 8: Gouvernance locale du climat au Kenya
- ^{ix} Étude de cas 30: Renforcement de la résilience des communautés du Zimbabwe
- ^x Étude de cas 29: Réinstallation de la communauté fidjienne
- ^{xi} Étude de cas 23 : Les Philippines ont intégré la RRC et l'ACC à Cadix
- ^{xii} Étude de cas 55: Niger, RRC et ACC pour la résilience rurale
- ^{xiii} Étude de cas 40a/40b : RRC et ACC intégrées
- ^{xiv} Étude de cas 73: Groupes péruviens pour la gestion des risques
- ^{xv} Étude de cas 70a: Études de cas sur la cohérence.
- ^{xvi} Étude de cas 23: Les Philippines ont intégré la RRC et l'ACC à Cadix
- ^{xvii} Visite de terrain à Baragay Jagobiao, Cebu City.
- ^{xviii} Entretien avec EMI. Manille.
- ^{xix} Entretiens avec le CDP, Manille et le responsable de la RRC de l'UGL.
- ^{xx} Entretien avec KAABAG, Mandaue City, Cebu.
- ^{xxi} Entretien avec EMI, Manille.
- ^{xxii} Entrevues avec CDP, Manille, Kabaag, Cebu City et DRRNetPhils, Manille.
- ^{xxiii} Entretien avec Brenda Avila Flores : Croix-Rouge mexicaine
- ^{xxiv} Entretien avec Ana Lucía Hill Mayoral : Centre technologique de la résilience et des catastrophes de Monterrey.
- ^{xxv} Discussion de groupe, Veracruz, Mexique.
- ^{xxvi} *Entretiens avec Jorge Luis Paz Diaz* : Collège mexicain des professionnels de la gestion des risques et de la protection civile. A.C. et avec Neftalí Gómez. Directeur exécutif, REDESCUBRE
- ^{xxvii} Discussion de groupe avec DRRNetPhils, Manille.
- ^{xxviii} Entretien avec Jorge Luis Paz Diaz : Collège mexicain des professionnels de la gestion des risques et de la protection civile. A.C. Mexique
- ^{xxix} Voir les rapports VdF 2009, 2011 et 2013 sur <https://www.gndr.org/programmes/vfl/itemlist/category/168.html>
- ^{xxx} Entretien avec Ana Lucía Hill Mayoral : Centre technologique de la résilience et des catastrophes de Monterrey.
- ^{xxxi} Entretien avec CDP, Manille.
- ^{xxxii} Entretien avec DRRNetPhils, Manille
- ^{xxxiii} Entretien avec DRRNetPhils, Manille